

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

—  
Nota

(1) Zitting 2015-2016.  
Stukken van het Waalse Parlement 328 (2015-2016), nrs. 1 tot 4.  
Volledig verslag, openbare zitting van 17 december 2015.  
Bespreking.  
Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/206021]

**17 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon abrogeant et modifiant certaines dispositions relatives au subventionnement des investissements hospitaliers, prises en exécution de la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, l'article 105, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 10 avril 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1999 déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les hôpitaux pour les autorités compétentes en matière de politique de santé sur base des articles 128, 130 et 135 de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1978 modifiant les arrêtés ministériels des 1<sup>er</sup> juillet 1971 et 8 novembre 1973 fixant les coûts maxima par lit à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage des hôpitaux;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mai 2007 fixant le coût maximal pouvant être pris en considération pour l'octroi des subventions pour la construction de nouveaux bâtiments, les travaux d'extension et de reconditionnement d'un hôpital ou d'un service;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 novembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2015;

Vu l'avis n° 58.489/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 décembre 2015 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de la Commission wallonne de la Santé adopté le 25 novembre 2015;

Sur la proposition du Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 26bis de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, inséré par l'arrêté royal du 26 novembre 2010, remplacé par l'arrêté royal du 26 octobre 2011 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 7°, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Lors de la révision portant sur le budget des moyens financiers 2015, les charges d'investissements des travaux de reconditionnement amortissables pour la première fois en 2015 sont couvertes sur la base des charges réelles jusqu'au terme de l'amortissement de ces travaux de reconditionnement.

S'il est constaté, lors de la révision portant sur le budget des moyens financiers 2015, que les charges réelles d'investissements sont inférieures au forfait attribué à chaque hôpital en 2015, le forfait est récupéré en partie ou en totalité en fonction de son utilisation réelle pour couvrir ces travaux. »;

b) au 9°, les mots « visés au 8° » sont insérés entre le mot « reconditionnement » et le mot « , amortissables ».

**Art. 2.** Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage d'hôpitaux, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 mai 2007;

2° l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1978 modifiant les arrêtés ministériels des 1<sup>er</sup> juillet 1971 et 8 novembre 1973 fixant les coûts maxima par lit à prendre en considération pour l'application de l'arrêté royal du 13 décembre 1966 déterminant le taux et certaines conditions d'octroi des subventions pour la construction, le reconditionnement, l'équipement et l'appareillage des hôpitaux, modifié par les arrêtés ministériels du 12 avril 1984 et du 12 octobre 1993;

3° l'arrêté royal du 4 mai 1999 déterminant les critères généraux pour la fixation et l'approbation du calendrier visé à l'article 46bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi sur les hôpitaux pour les autorités compétentes en matière de politique de santé sur base des articles 128, 130 et 135 de la Constitution, modifié par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> mars 2007;

4° dans le Chapitre VI, Section I, de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux :

a) la sous-section 1, comportant les articles 24 à 29bis;

b) la sous-section 3, comportant l'article 31;

5° l'arrêté ministériel du 11 mai 2007 fixant le coût maximal pouvant être pris en considération pour l'octroi des subventions pour la construction de nouveaux bâtiments, les travaux d'extension et de reconditionnement d'un hôpital ou d'un service;

6° dans la Deuxième partie, Livre VII, Titre III du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, le Chapitre V, comportant les articles 1925 à 1950.

**Art. 3.** Les dispositions visées à l'article 2 demeurent d'application :

1° pour le financement des investissements des infrastructures et des services médico-techniques assurés par l'autorité fédérale, pour le compte des communautés, conformément à l'article 47/9, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

2° pour le financement des investissements qui constituent le prolongement nécessaire à la finalisation du calendrier de construction établi par le protocole d'accord conclu dans le cadre de la Conférence interministérielle Santé publique du 19 juin 2006. Les investissements visés au présent point répondent aux conditions cumulatives suivantes :

a) ils ont obtenu un accord sur avant-projet, notifié par le Ministre qui a la politique de santé dans ses attributions, pour l'ensemble des phases des investissements concernés;

b) ils visent la reconstruction de plusieurs sites hospitaliers sur un seul site;

c) ils ont débuté sur chantier avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les investissements visés au 2° sont à charge de la Région.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016, à l'exception :

1° de l'article 1<sup>er</sup>, qui entre en vigueur le 31 décembre 2015;

2° de l'article 2, 4°, pour ce qui concerne l'article 29 de l'arrêté royal du 25 avril 2002 relatif à la fixation et à la liquidation du budget des moyens financiers des hôpitaux, et de l'article 2, 6°, qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 5.** Le Ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,  
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/206021]

**17 DECEMBER 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot opheffing en wijziging van sommige bepalingen betreffende de subsidiëring van de ziekenhuisinvesteringen, genomen ter uitvoering van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen**

De Waalse Regering,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, artikel 105, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 april 2014;

Gelet op het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 mei 1999 tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, lid 1, van de ziekenhuiswet voor de bevoegde overheden inzake gezondheidsbeleid op grond van de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 september 1978 tot wijziging van de ministeriële besluiten van 1 juli 1971 en 8 november 1973 tot vaststelling van de maximum kostprijs per bed die in aanmerking moet worden genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw en de apparatuur, de herconditionering, de uitrusting van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 mei 2007 tot vaststelling van de maximumkostprijs die in aanmerking kan worden genomen voor de betoelaging van nieuwbouwwerken, uitbreidingswerken en herconditioneringswerken van een ziekenhuis of een dienst;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 november 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 december 2015;

Gelet op advies nr. 58.489/4 van de Raad van State, gegeven op 15 december 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 25 november 2015;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 26bis van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 26 november 2010, vervangen door het koninklijk besluit van 26 oktober 2011 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 2014, worden volgende wijzigingen ingevoerd :

a) in 7<sup>o</sup> worden het tweede en het derde lid vervangen als volgt :

« Bij de jaarlijkse herziening van het budget van financiële middelen in 2015 worden de werkelijke afschrijvingslasten voor herconditioneringswerken, die in 2015 voor de eerste keer afschrijfbaar zijn, gedekt op grond van de werkelijke lasten tot het einde van de afschrijving van die herconditioneringswerken.

Indien daarentegen bij de herziening van het budget van financiële middelen in 2015 blijkt dat de werkelijke investeringslasten lager liggen dan het in 2015 aan de ziekenhuizen toegekende forfait, wordt het toegekende forfait geheel of gedeeltelijk teruggevorderd in functie van de werkelijke benutting ervan om die werken te dekken. »;

b) in punt 9<sup>o</sup> worden de woorden "bedoeld onder 8<sup>o</sup>" ingevoegd tussen de woorden "herconditioneringswerken" en ", die".

**Art. 2.** Opgeheven worden :

1<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw, de herconditionering, de uitrusting en de apparatuur van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 mei 2007;

2<sup>o</sup> het ministerieel besluit van 1 september 1978 tot wijziging van de ministeriële besluiten van 1 juli 1971 en 8 november 1973 tot vaststelling van de maximum kostprijs per bed die in aanmerking moet worden genomen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 13 december 1966 tot bepaling van het percentage van de toelagen voor de opbouw en de apparatuur, de herconditionering, de uitrusting van ziekenhuizen en van zekere voorwaarden waaronder ze worden verleend, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 12 april 1984 en 12 oktober 1993;

3<sup>o</sup> het koninklijk besluit van 4 mei 1999 tot bepaling van de algemene criteria voor de vaststelling en de goedkeuring van de kalender bedoeld in artikel 46bis, lid 1, van de ziekenhuiswet voor de bevoegde overheden inzake gezondheidsbeleid op grond van de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 2007;

4<sup>o</sup> in hoofdstuk VI, Afdeling I, van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen;

a) de onderafdeling 1, met de artikelen 24 tot 29bis;

b) de onderafdeling 3, met artikel 31;

5<sup>o</sup> het ministerieel besluit van 11 mei 2007 tot vaststelling van de maximumkostprijs die in aanmerking kan worden genomen voor de betoelaging van nieuwbouwwerken, uitbreidingswerken en herconditioneringswerken van een ziekenhuis of een dienst;

6<sup>o</sup> in het tweede deel, boek VII, titel III, van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, hoofdstuk V, dat de artikelen 1925 tot 1950 inhoudt.

**Art. 3.** De bepalingen bedoeld in artikel 2 blijven van toepassing :

1<sup>o</sup> voor de financiering van de investeringen van de infrastructuur en de medisch-technische diensten verzekerd door de federale overheid in opdracht van de Gemeenschappen, overeenkomstig artikel 47/9, § 4, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gewesten en de Gemeenschappen;

2<sup>o</sup> voor de financiering van de investeringen die de nodige verlenging vormen van de finalisering van de bouwkalender vastgesteld door het protocol-akkoord gesloten in het kader van de interministeriële conferentie voor gezondheid van 19 juni 2006. De investeringen bedoeld onder dit punt voldoen aan alle volgende voorwaarden samen :

a) er is ingestemd met het voorontwerp, medegedeeld door de Minister bevoegd voor gezondheidsbeleid voor alle fases van de betrokken investeringen;

b) ze beogen de heropbouw van meerdere ziekenhuislocaties op één enkele locatie;

c) de werf werd aangevat voor 1 januari 2015.

De investeringen bedoeld onder 2<sup>o</sup> zijn ten laste van het Gewest.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2016, uitgezonderd :

1<sup>o</sup> artikel 1, dat in werking treedt op 31 december 2015;

2<sup>o</sup> artikel 2, 4<sup>o</sup>, voor wat betreft artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 april 2002 betreffende de vaststelling en de vereffening van het budget van financiële middelen van de ziekenhuizen, en artikel 2, 6<sup>o</sup>, die in werking treden op 1 januari 2017.

**Art. 5.** De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT